



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des  
Affaires juridiques**



**Numéro 368 - 23 novembre 2023**

## ÉDITO

### **Sarah Lacoche, directrice générale de la concurrence, consommation et répression des fraudes**

Lutter contre les nouvelles fraudes liées au développement du numérique et aux nouveaux modes de commercialisation, accompagner la transition énergétique et contribuer à la protection du pouvoir d'achat des consommateurs : des enjeux majeurs pour la DGCCRF en 2024

[Lire la suite](#)





# Institutions



## Un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne déposé au Sénat

Le ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique a présenté, en Conseil des ministres du 15 novembre 2023, un projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne (DDADUE) en matière d'économie, de finances, de transition écologique, de droit pénal, de droit social et en matière agricole.

[Lire la suite](#)

## Actualisation de la liste des entités relevant du périmètre de l'Agence des participations de l'Etat

Un décret du 3 novembre 2023 actualise la liste des entités relevant du périmètre de l'Agence des participations de l'Etat.

[Lire la suite](#)

# Juridictions



## La Cour de cassation relève le caractère facultatif de la liste des procédures pour lesquelles « silence vaut accord »

Par une décision du 15 novembre 2023, la Cour de cassation est venue affirmer le caractère facultatif de la liste des procédures sur le site du Premier ministre pour lesquelles le silence gardé par l'administration sur une demande vaut décision d'acceptation.

[Lire la suite](#)

# Commande publique



La qualité d'ancien exploitant d'une délégation de service public ne suffit

## **pas pour agir dans le cadre du recours ouvert aux tiers visant à mettre fin à l'exécution d'un contrat administratif**

Dans le cadre du recours ouvert aux tiers tendant à ce qu'il soit mis fin à l'exécution d'un contrat administratif, la qualité d'ancien exploitant d'une délégation de service public (DSP) et l'intérêt que cette entreprise aurait à se porter candidate en cas de remise en concurrence ne permettent pas de démontrer que la poursuite de l'exécution de la DSP est de nature à la léser dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine.

[Lire la suite](#)

## **Un acheteur ne commet pas d'irrégularité en acceptant la communication des attestations fiscales et sociales au-delà du délai prévu par le règlement de la consultation dès lors qu'elles sont produites avant la signature du marché**

Le titulaire pressenti doit produire les attestations fiscales et sociales au plus tard avant la signature du marché afin de permettre à l'acheteur de s'assurer que ses obligations sont remplies. La seule circonstance que les attestations n'ont pas été produites après la décision d'attribution dans le délai prévu par le règlement de la consultation ne constitue pas un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence si l'entreprise les a fournies au stade de la candidature.

[Lire la suite](#)

## **La notification d'un décompte général par le pouvoir adjudicateur fait obstacle à l'établissement d'un décompte général et définitif tacite à l'initiative du titulaire**

La notification au titulaire d'un décompte général, même irrégulier, fait obstacle à l'établissement d'un décompte général et définitif tacite à l'initiative du titulaire dans les conditions prévues par le CCAG-travaux. Dès lors, il appartient au juge du contrat, en l'absence de décompte général devenu définitif, de statuer sur les réclamations présentées par chacune des deux parties.

[Lire la suite](#)

## **Commande publique : nouveaux seuils européens applicables au 1er janvier 2024**

Les règlements délégués de la Commission européenne fixant les seuils de procédure formalisée

applicables aux marchés publics et aux contrats de concession pour les années 2024-2025 ont été publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

[Lire la suite](#)

## Mise à jour du guide sur les aspects sociaux de la commande publique

Publié en septembre 2022, le guide sur les aspects sociaux de la commande publique vient d'être mis à jour. Porté par l'Observatoire économique de la commande publique (OECPC) et réalisé en collaboration avec la direction des achats de l'État et la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, ce guide a vocation à être régulièrement mis à jour pour tenir compte des modifications législatives et de l'évolution des pratiques.

[Lire la suite](#)



## Détection de la fraude fiscale des particuliers : conclusions de la Cour des comptes

La détection de la fraude fiscale des particuliers fait l'objet d'un quatrième rapport d'initiative citoyenne publié par la Cour des comptes le 15 novembre 2023. Cette thématique fait écho au déploiement du plan de lutte contre la fraude fiscale lancé par le Gouvernement en juin 2023.

[Lire la suite](#)

## Loi de transformation de la fonction publique : bilan d'étape de la Cour des comptes

Plusieurs lois ont modifié les règles applicables aux agents publics depuis l'instauration du statut général des trois versants de la fonction publique entre 1983 et 1986. Trois ans après la promulgation de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, la Cour des comptes a dressé un premier bilan contrasté de sa mise en œuvre.

[Lire la suite](#)



# Marchés



## Rapport d'information sur l'évaluation de la lutte contre la contrefaçon

Le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC) de l'Assemblée nationale a rendu public, le 10 novembre 2023, un rapport sur la mise en œuvre des conclusions de son précédent rapport de 2020 sur l'évaluation de la lutte contre la contrefaçon.

[Lire la suite](#)

# Entreprises



## Modification du régime d'évaluation environnementale de certains travaux et forages miniers

Un décret du 9 novembre 2023 modifie le régime d'évaluation environnementale de certains travaux et forages miniers, en application de l'ordonnance n° 2022-537 du 13 avril 2022 relative à l'adaptation outre-mer du code minier.

[Lire la suite](#)

## Les firmes multinationales françaises : étude de l'INSEE

Parue le 7 novembre 2023, l'étude réalisée par l'Institut nationale de la statistique et des études économiques (INSEE) vise à appréhender le rôle des entreprises françaises dans la mondialisation.

[Lire la suite](#)

# Questions sociales



« Darks patterns » : les conseils de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes

Afin de mieux faire connaître les procédés manipulateurs sur les sites commerciaux ou « dark patterns », la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a publié un ensemble de vidéos et de conseils afin de sensibiliser les consommateurs.

[Lire la suite](#)

## Rapport annuel sur l'état de la France en 2023 du Conseil économique, social et environnemental

Le rapport annuel du Conseil économique, social et environnemental sur l'état de la France se veut un « rapport annuel de la société organisée » visant à « dresser un diagnostic de la situation économique, sociale et environnementale de la France ainsi que des Français et des Françaises à l'automne 2023, pour éclairer et influencer les politiques publiques ».

[Lire la suite](#)



## Numérique

### Lutte contre les contenus illicites sur Internet : précisions de la Cour de justice de l'Union européenne

Par un arrêt du 9 novembre 2023 dans l'affaire C-376/22, la Cour de justice de l'Union européenne a donné raison à Google, Meta et Tiktok qui contestaient une loi autrichienne les obligeant à mettre en place des mécanismes de signalement et de vérification de contenus illicites.

[Lire la suite](#)



## Emploi

### Les tensions sur le marché du travail en 2022

La Direction de l'Animation de la recherche, des Etudes et de la Statistique (Dares) et Pôle Emploi ont publié une étude mesurant les tensions sur le marché du travail en 2022, sur le fondement d'un dispositif de mesure de ces tensions élaboré en 2020.

[Lire la suite](#)

## L'obligation de garantie pour le recouvrement de l'impôt sur le transfert de la valeur des droits à pension est contraire au droit de l'Union européenne

Par un arrêt rendu dans l'affaire [C-459/22](#), Commission européenne contre Royaume des Pays-Bas, la Cour de justice de l'Union européenne estime qu'une législation obligeant un organisme d'assurance retraite à garantir le recouvrement de l'impôt sur le transfert des droits à pension des travailleurs est contraire au droit de l'Union européenne.

[Lire la suite](#)

### SUR LE SITE



[Toutes nos rubriques](#)



[Archives des numéros précédents](#)

### LA DAJ RECRUTE

**Vous souhaitez évoluer au sein d'un pôle d'expertise juridique reconnu ?  
Vous recherchez un emploi qui a du sens, au bénéfice de l'intérêt général ?  
Rejoignez nos équipes !**

Au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, mettez votre talent au service d'une économie forte et durable.

[Consultez nos fiches de poste](#)

Partager



[S'abonner à la Lettre de la DAJ](#)

La Lettre de DAJ est éditée par la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique / Directrice de la publication : Laure Bédier / Rédactrice en chef :

Véronique Fourquet / Rédaction : Raphaël Arnoux, Kévin Bouchard, Susie Bruno, Shirley du Parc, Morgane Frétault, Adrien Galluchot, Émilie Lefebvre / Bandeau : Aphania / Maquette : Key Performance Group pour le SIRCOM - DAJ / Routage Hubscore. Copyright : DAJ - Tous droits réservés / Crédits photo: ©Gezelin Gree

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez-vous à la DAJ - Bureau COREL, 6 rue Louise Weiss - 75703 Paris Cedex 13 ou par courriel [lettre.daj@finances.gouv.fr](mailto:lettre.daj@finances.gouv.fr).

[Se désinscrire](#)